FRANÇOIS
DE CLOSETS

LA PARENTHÈSE BOOMERS

Réconcilier les générations !

J'AI LU

La parenthèse boomers

DU MÊME AUTEUR

Les Guerres d'Albert Einstein, vol. 1, Robinson, 2019 ; vol. 2, Robinson, 2020 ; récit complet, Robinson, 2021.

Ils ont écrit ton nom, liberté, Fayard, 2016 ; Le Livre de Poche, 2018.

La France à quitte ou double, Fayard, 2015 ; J'ai lu, 2016.

Maintenant ou jamais, Fayard, 2013 ; J'ai lu, 2014.

Le monde était à nous, Fayard, 2012.

L'Échéance : Français, vous n'avez encore rien vu, avec Irène Inchauspé, Fayard, 2011 ; J'ai lu, 2012.

Zéro faute. L'orthographe, une passion française, Mille et une nuits, 2009 ; J'ai lu, 2011.

Le Divorce français, Fayard, 2007 ; J'ai lu, 2008.

Plus encore !, Fayard/Plon, 2006 ; Le Livre de Poche, 2007.

Une vie en plus, avec Dominique Simonnet, Joël de Rosnay et Jean-Louis Servan-Schreiber, Seuil, 2005.

Ne dites pas à Dieu ce qu'il doit faire, Seuil, 2004 ; coll. « Points Sciences », 2006.

La Dernière Liberté, Fayard, 2001 ; Le Livre de Poche, 2003.

L'Imposture informatique, avec Bruno Lussato, Fayard, 2000 ; Le Livre de Poche, 2001.

Le Compte à rebours, Fayard, 1998 ; Le Livre de Poche, 1999.

Le Bonheur d'apprendre : et comment on l'assassine, Seuil, 1996 ; coll. « Points », 1997.

Tant et plus : comment se gaspille votre argent, Grasset/Seuil, 1992 ; Le Livre de Poche, 1993.

La Grande Manip, Seuil, 1990 ; coll. « Points actuels », 1992.

Le Pari de la responsabilité, Payot, 1989.

Tous ensemble : pour en finir avec la syndicratie, Seuil, 1985 ; coll. « Points actuels », 1987.

Suite en fin d'ouvrage

FRANÇOIS DE CLOSETS

La parenthèse boomers

© Librairie Arthème Fayard, 2022

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

À ma fille Sophie

Avant-propos

Avant mon propos, il y eut un coup de sang ! D'ordinaire, je rogne, je grogne, je rumine ou fulmine, mais je n'explose pas. Pourtant, ce 26 mai 2020, je me suis laissé emporter par l'humeur de l'instant en découvrant sur une pleine page dans *Le Monde* le « Manifeste pour une révolution de la longévité ». Le texte était cosigné par un échantillon générationnel de plus de cent cinquante personnalités qui allait, par ordre alphabétique, de Laure Adler à Patrick Weil. Il visait à mobiliser la France pour « relever le défi démographique du grand âge ».

Quoi de plus beau que la générosité intergénérationnelle ? Les grands-parents qui aident leurs petits-enfants, et réciproquement. Comment ne pas souhaiter que cette solidarité passe de la cellule familiale à la société tout entière ? Sur ces bons sentiments, les promoteurs du manifeste n'avaient eu aucun mal à réunir les plus emblématiques signatures.

Vous devriez avoir honte

Autant le reconnaître tout de suite, l'unanimisme comme les bons sentiments me laissent sceptique. Je ne tiens pas pour avérées les idées consensuelles et ne me congratule pas lorsque je pense comme les autres. Je me méfie donc des opinions que le conformisme du moment transforme en vérités et m'efforce d'accueillir sans prévention celles que mes dispositions d'esprit rejetteraient.

Mon coup de sang fut provoqué par un court-circuit générationnel entre le texte et le profil des signataires. Le fameux « pas ça ou pas vous ». L'appel était en soi bienvenu : il faut développer les solidarités intergénérationnelles pour faire face au vieillissement de la population, c'est indiscutable. Quant aux pétitionnaires, ils étaient assurément de bonne qualité. C'est leur âge qui me semblait problématique. Ils n'étaient pas trentenaires ou nonagénaires, mais sexagénaires ou septuagénaires en moyenne. Ils appartenaient à la génération de l'après-guerre, cette fameuse génération des boomers, qui a fait le carnaval de Mai 68, n'a connu ni guerre, ni épidémie, ni crise, a accumulé sur le dos de ses enfants une montagne de dettes et cinq années de retraite en plus, et a entraîné dans une interminable dégringolade la France glorieuse dont elle a hérité. Et voilà que, toute honte bue, ces boomers se campaient désormais en vénérables ancêtres pour rappeler leur descendance à ses devoirs. Les gestionnaires abusifs se transformaient alors en allocataires intempestifs.

Comment pouvait-on solliciter les jeunes générations après avoir saccagé le pays qu'on devait leur transmettre ? Cela me sembla inacceptable. Dans le quart d'heure, mon irritation prit la forme d'une vive protestation, que j'écrivis pour me refroidir la bile et que j'adressai au *Monde*. À tout hasard.

À ma grande surprise, je découvris cette tribune le lendemain dans le journal, avec un titre cruel mais fidèle : « La génération prédatrice du "toujours plus" devrait avoir honte », et un sous-titre explicite : « Le journaliste et essayiste accuse les 150 signataires d'une tribune publiée dans *Le Monde* du 26 mai et appelant à une "révolution de la longévité" de "revendiquer l'argent que nos enfants n'auront pas" ». Les réactions furent vives et contrastées : les quadragénaires approuvaient, les octogénaires s'indignaient. Le sujet était sensible, cette sensibilité était fortement générationnelle.

J'avais oublié cet épisode lorsque je fus interrogé à la télévision sur la stratégie sanitaire. Jusqu'où devait-on sacrifier la France pour sauver les plus âgés ? Je répondis que, face aux choix politiques, toutes les vies ne doivent pas être équivalentes. Celle des vieux vaut moins que celle des jeunes, et une société ne saurait compromettre son avenir pour protéger le passé. Des propos que, en raison de mon âge, on ne pouvait qualifier de géronticides et qui, une fois de plus, choquèrent les médias et, sans doute aussi, une partie de l'opinion.

Une tempête démographique

Une nation n'existe que dans la durée, au fil des générations. C'est ainsi qu'elle est suivie par les démographes qui observent les flux de populations, comptent les individus, évaluent les tranches d'âge, mesurent les taux de fécondité, etc. Les chiffres qu'ils nous fournissent ont une neutralité quasi scientifique. Ils sont indiscutables et indisputables.

Notre débat, pour ne pas dire notre combat, démocratique goûte par malheur peu les enseignements de ces disciplines scientifiques, il préfère les données économiques et sociales et les choix politiques éminemment contestables, ce qui en fait le charme. Les campagnes électorales nous offrent la parade des catégories socioprofessionnelles, des patrons, des salariés, des riches, des pauvres ou des entreprises et des administrations, des partis, des syndicats, des corporations. Ajoutez la délinquance et l'islam, il y a de quoi entretenir le suspense.

La démographie en tant que telle n'a pas sa place dans ces joutes politiques qui nous tiennent en haleine. Les foules se mobilisent plus facilement pour augmenter le Smic que pour augmenter le taux de fécondité. Mais la démographie sort de sa longue hibernation et s'impose comme un personnage majeur de la pantomime républicaine.

Nul doute, la société française a un problème avec ses générations. Elle le prouve en étant muette sur ce sujet. Ce silence gêné, c'est celui du tabou qui censure ce que, pourtant, tout le monde sait, mais qu'il convient d'ignorer.

C'est lui qui, dans le cas présent, interdit de mettre en cause aussi brutalement la génération de l'après-guerre, celle des boomers, alors même qu'éclate le scandale des Ehpad provoqué par le livre événement *Les Fossoyeurs*[1]. Ces vieillards maltraités dans certains établissements ne sont-ils pas précisément des boomers en fin de vie ? Sans doute, mais la compassion et l'indignation n'interdisent pas de réfléchir. Cette enquête exemplaire montre une société française qui refile au business un vieillissement qu'elle est incapable de maîtriser. C'est donc la même population qui a mis en place ce système et qui, l'âge venu, en devient la victime.

Or le tsunami du vieillissement va déferler dans un avenir proche, nous n'en sommes qu'au tout début. Il prendra des proportions telles que nous serons obligés de changer en profondeur notre système social. Nous entrons dans l'ère de l'explosion gérontologique que produit inévitablement l'accroissement de la longévité.

En règle générale, la démographie chemine à bas bruit, sans à-coups, puis, à l'image du fleuve en crue, elle déborde et renverse tout sur son passage. Nous en sommes là. La France se retrouve submergée par la vague grise, sans avoir rien prévu pour éviter la catastrophe. Depuis cinquante ans, cette incapacité à préparer l'avenir est devenue la marque de fabrique des boomers. C'est ainsi qu'ils ont laissé dériver la France et compromis l'avenir de leurs enfants. En tirant sur le fil de la longévité, nous faisons venir, du

1. Écrit par le journaliste Victor Castanet et paru chez Fayard en janvier 2022 ; J'ai lu, 2023.

même coup, tous les autres secteurs, qui ont, eux aussi, connu l'imprévision et la procrastination.

La génération en cause

Les livres qui prétendent étudier, analyser le « mal français » dénoncent le plus souvent les partis politiques. La faute de la droite, la faute de la gauche. Ils peuvent encore incriminer les riches, le capitalisme, les syndicats, etc. Mon indignation ne s'est pas portée sur ces accusés institutionnels. J'ai choisi le plus incongru des dénominateurs communs : l'âge. C'est le phénomène générationnel qui doit être mis en cause ici. Il m'apparaît comme la variable cachée qui fausse l'équation. Tous autant que nous sommes, nous agissons et réagissons en tant que génération, sans même en être conscients.

De ce fait, mon rappel à l'âge peut paraître incongru. Ne suffit-il pas de se référer aux partis politiques ? D'affecter à chaque événement une marque droite ou gauche ? Dualité aussi discriminante que le choix entre le bien et le mal. Pour ma part, je ne suis pas à l'aise dans cet espace bilatéralisé. Non que je conteste la pertinence de ces repères, mais la réduction du débat public au combat droite contre gauche me semble couper notre classe politique de la réalité. Plutôt que jouer sur les présupposés idéologiques, ne vaudrait-il pas mieux s'en tenir aux faits, aux politiques suivies ? Que constate-t-on ? Que, en dépit des alternances électorales, la France n'a eu qu'une seule et même politique au cours des cinquante dernières années. Il existe une rupture,

qui se joue entre Mai 68 et le choc pétrolier de 1973, mais, depuis lors, les différences, toujours mises en avant par les partis, ne servent qu'à masquer la nouvelle idéologie qui s'est peu à peu imposée. Elle a transformé les Français, citoyens déterminés au service d'une patrie, en clients acrimonieux d'une société d'assurance tous risques baptisée « France ».

Nous découvrirons, chemin faisant, qu'il existe bien une idéologie propre à la génération des boomers, une idéologie qui a changé le sens de la liberté, a détruit l'autorité et a mis à la charge de nos enfants les vingt ou trente années de vie supplémentaires et même le confort de notre dépendance sénile. À un détail près : nous n'avons ni l'argent ni les hommes et les femmes pour faire vivre un tel projet.

Voilà donc ce qu'il nous faut comprendre : nous avons vécu sous le fait générationnel, mais nous n'en avons pas eu conscience. Nous n'avons pas vu que notre tranche d'âge nous conditionnait autant que nos catégories socioprofessionnelles.

Car ces politiques du laisser-aller qui sacrifient l'avenir au présent ont été portées par cet « air du temps » qui fut celui d'une génération. L'âge est devenu un facteur identitaire plus significatif que les affiliations politiques. Les générations ont pris la relève des classes sociales. Elles transcendent les clivages politiques, elles font apparaître des mécanismes de domination et d'appropriation. Il nous faut comprendre comment et pourquoi.

Et c'est précisément aujourd'hui que nous pouvons le faire, alors que nous sommes en pleine sortie de la parenthèse boomers. Une parenthèse n'existe que fermée, elle est créée par sa fermeture.

Depuis un demi-siècle, nous vivions sans guerre, sans catastrophe, sans épidémie, mais il ne s'agissait pas d'une parenthèse, car dans notre esprit, cela formait le nouvel ordre de l'histoire. Nous l'avons même théorisé, il s'agissait de « la fin de l'histoire » que nous avait annoncé Francis Fukuyama. Nous ne devions plus connaître les malheurs qui avaient accablé nos ancêtres. Nous nagions dans cette douce illusion, et puis, coup sur coup, la pandémie du Covid-19 et la guerre en Ukraine nous ont ramenés aux temps anciens. Par contraste, les décennies d'accalmie que nous avons connues se singularisent. Elles ferment et, du même coup, forment une parenthèse qui s'ouvre dans les années 1970 et prend fin en 2020. Voilà donc ces années particulières pendant lesquelles une génération, celle des boomers nés après la Seconde Guerre mondiale, a pris les rênes d'un monde apaisé.

La France décline

Cette mise en cause de la génération des boomers pose deux types de questions. L'une est rétrospective et explore le passé pour comprendre le présent, l'autre est prospective et cherche dans les transformations en cours les fondements de l'avenir. Deux lectures différentes et complémentaires. La première, historique, est à dominante politique et économique, elle consiste à voir comment les boomers ont gouverné le pays ; la seconde, tout en anticipation, est à dominante démographique et consiste à voir comment la France devra s'adapter à cette nouvelle longévité.

Cette seconde lecture ne repose, on l'aura compris, sur le présent que pour appréhender le futur. J'utiliserai la notion même de génération en anticipant l'importance qu'elle est appelée à prendre. Comme le montre l'étude « Générations : le grand fossé ? » de la Fondation Jean-Jaurès[1], elle est encore seconde dans les esprits. Les Français se définissent en fonction de la famille, du métier, des loisirs, des amis, mais 26 % seulement citent la génération comme un élément décisif de leur identité. Et ils ne sont que 57 % à penser qu'ils « ont beaucoup de choses en commun » avec les gens de leur âge. De telles opinions correspondent à une situation de calme démographique. Il en va des générations comme de nos organes, qui se font oublier quand ils se portent bien. Mais les tempêtes démographiques qui s'annoncent, dont le livre-enquête *Les Fossoyeurs* est un élément précurseur, feront ressentir aux Français le mal de génération, parce qu'ils auront le sentiment, les uns, de trop donner, les autres, de ne pas assez recevoir. C'est alors que l'âge de chacun ne sera plus seulement inscrit sur la carte d'identité, mais que nous l'aurons constamment présent à l'esprit.

Il en va de même pour la politique. Notre démocratie se porte de plus en plus mal et, là encore, il n'y a pas un parti pour rattraper l'autre. La démarche hyperindividualiste des boomers est un désastre pour la démocratie. Les Français, qui ont totalement intériorisé cet échec, choisissent

1. Enquête de l'Association des départements solidaires, préface de Michel Ménard, Fondation Jean-Jaurès éditions, janvier 2022

des candidats populistes quand ils ne se réfugient pas dans l'abstention.

La gestion des boomers a fait perdre en un demi-siècle à la France la maîtrise de son destin. La classe dirigeante s'est longtemps réfugiée dans le déni de réalité, stigmatisant comme « déclinistes » ceux qui énonçaient simplement les choses. Nous n'en sommes plus là. Les deux tiers des Français reconnaissent que leur pays est en déclin. Le désastre était évident à la veille de la crise sanitaire, et celle-ci n'a fait que l'aggraver. Le bilan économique échappe à la lecture partisane : quel que soit le pouvoir en place, les résultats sont toujours mauvais. Ce ne sont pas ceux d'une majorité ou d'une autre, mais ceux d'une génération.

Une société à reconstruire

La démographie en tant que telle manque de charge émotionnelle. Entre riches et pauvres, la dispute est vive, entre jeunes et vieux, elle devient vite languissante. Mais aujourd'hui, elle entre en état de crise et trouve toute sa place dans les médias. Pas pour le meilleur. Or nous ne faisons qu'entrevoir les bouleversements démographiques qui sont en passe de submerger notre société.

Nous avons longtemps cultivé le mythe de la révolution, qui, seule, pourrait rétablir l'égalité entre les hommes. Nous savons aujourd'hui que nous ne connaîtrons ni le Grand Soir ni les lendemains qui chantent. Nous ne pourrons procéder que par retouches et corrections, bref, changer les paramètres, faute de pouvoir changer

le système. Mais la démographie se révèle beaucoup plus exigeante que l'économie et va nous imposer des réformes radicales, véritablement révolutionnaires.

Est-ce surprenant ? Pas vraiment, car notre système est d'un autre temps. La France sociale remonte à l'après-guerre. À cette époque, l'espérance de vie ne dépassait guère 60 ans, mais l'indice de fécondité atteignait 3 enfants par femme. Les naissances comme les décès entretenaient une société jeune. Sur cette base démographique fut construit notre État-providence avec sa généreuse Dame Sécu. Un système de solidarité intergénérationnelle conçu pour la France de 1946 ne peut convenir à la France de 2050. Le vieillissement accéléré va remettre en cause les mécanismes et équilibres qui sous-tendent notre déséquilibre budgétaire. Si les travaux des chercheurs permettent d'entrevoir ce que serait le nouveau pacte intergénérationnel, les décisions tardent et les réactions inquiètent.

Ce nouveau tableau des générations se plaque sur une France aux multiples fractures, où toute différence devient source de victimisation, de discrimination et d'affrontements. Les économistes Jean-Hervé Lorenzi, François-Xavier Albouy et Alain Villemeur parlent d'une « Société du vieillissement » en nous prévenant qu'une telle société « n'a jamais existé »[1] jusqu'à présent et qu'elle entraînera des bouleversements profonds. « Jamais l'histoire humaine n'a été confrontée à une telle situation et tenue de bâtir une architecture

1. Cf. *L'Erreur de Faust. Essai sur la Société du vieillissement*, Éditions Descartes et Cie, 2019

sociétale dans laquelle puissent vivre ensemble quatre générations. » Toute notre organisation sociale protégée par la pensée syndicalo-conforme est à revoir. Rassurez-vous, je certifie mon manque total de savoir-vivre social, mais aussi mon attachement indéfectible à l'État-providence. En témoigne une proposition que je développe en fin d'ouvrage : le Conseil de prévision.

En regardant bien, nous voyons déjà s'élaborer ce nouvel ordre démographique, véritablement révolutionnaire, qui devra réconcilier cinq générations (je distinguerai l'adolescence après l'enfance et avant les adultes, les seniors et les vieillards) au sein d'une France qui cessera d'être la servante des Français pour en redevenir la souveraine. Au-delà des impostures actuelles, la promesse d'un tel avenir me permet d'entrer dans mon propos.

Première partie

« GÉNÉRATION », VOUS AVEZ DIT GÉNÉRATION ?

Chapitre 1

La ronde des générations

La génération : le maître mot de ma démarche, un terme d'usage courant et de signification réduite. Il situe les uns et les autres dans la durée : les jeunes, les adultes, les vieux. Pendant des siècles, l'année de conscription, la « classe », jouait ce rôle. La datation se charge parfois d'une couleur particulière. On parle alors de « génération de l'après-guerre », de « génération vaincue », de « génération morale », de « génération 68 », de « génération écolo, » etc., et surtout de « génération des boomers » pour désigner les enfants du baby-boom. Une bizarrerie démographique.

Les naissances qui, en France, ne dépassaient guère 600 000 par an dans les années 1930, bondirent à plus de 840 000 en 1946 et, phénomène plus surprenant, se maintinrent au-dessus de 800 000 jusqu'en 1975. Que, au retour de la paix, les ménages fassent les enfants qui ne purent naître pendant les années de guerre n'a rien de surprenant. Ce baby-boom a été observé dans tous les pays et a donné naissance au diminutif « boomer ».

Mais la simple datation a pris une consistance historique au fil des décennies, conduisant à la réplique fameuse lancée en 2019 par la députée

néo-zélandaise Chlöe Swarbrick à un opposant quinquagénaire qui l'avait interrompue : « OK boomer ! » D'un mot, la jeune militante écologiste renvoyait l'opposant à son monde, celui de la croissance triomphante, en utilisant le mode polémique du « cause toujours, vieux schnock ». L'expression a fait mouche, car elle traduit une réalité évidente : la génération de l'après-guerre, celle qui arrive aux responsabilités dans les années 1980, se reconnaît à une mentalité bien particulière. Une rupture qui a valeur de précédent. Les générations suivantes ont, à leur tour, voulu se distinguer. Et l'on s'est mis à parler de générations X, Y (les millennials) et Z pour désigner les nouvelles tranches d'âge.

Cette multiplication générationnelle traduit tout simplement la rapidité du changement, l'accélération de l'histoire. Traditionnellement, les enfants vivaient dans le monde de leurs parents avec les mêmes outils, les mêmes repères. La jeunesse avait sa propre vision, mais la réalité était sensiblement la même. Aujourd'hui, ce sont les petits-enfants qui doivent initier leurs grands-parents aux secrets des nouvelles technologies. Les uns s'approprient avec aisance le monde numérique, dans lequel les autres s'aventurent en terre étrangère. La différence d'âge situe dans des histoires différentes des individus qui peuvent avoir de grandes difficultés à cohabiter, voire à se comprendre.

Un vécu partagé

La génération, donc. Une notion ambiguë, puisqu'elle prétend faire le lien entre deux

chronologies dissemblables : l'histoire et le calendrier. D'un côté, une suite d'événements qui s'enchaînent de façon continue sans nulle considération pour les dates ; de l'autre, une quantification du temps en jours, années, décennies, siècles, qui ignore la suite des événements. Faut-il retenir la tranche de deux ou trois décennies pour regrouper les gens du même âge ou, au contraire, laisser l'histoire rassembler les gens sur des périodes plus ou moins longues ?

Le passage du deuxième au troisième millénaire ne fut marqué par aucun événement notable, pas même l'énorme bug informatique annoncé. L'Histoire ne regarde pas la date pour changer de chapitre. Le XVII^e^ siècle se termine à la mort de Louis XIV en 1715, le XX^e^ siècle commence en 1914 avec la Première Guerre mondiale, quant au XXI^e^ siècle, il s'est sans doute ouvert en 1991 avec la disparition de l'URSS et la fin de la guerre froide.

Pour la France contemporaine, les ruptures interviennent en 1944-1945, bien évidemment, en 1958 avec le passage de la IV^e^ à la V^e^ République, puis au tournant des années 1970 avec la transition de la république gaullienne à la république post-gaulliste. Nous savons d'ores et déjà que la pandémie du Covid-19 et la guerre en Ukraine marquent une rupture dans le XXI^e^ siècle, nous saurons dans quelques années si le changement d'époque a correspondu à un changement de génération.

L'Histoire se moque du calendrier et structure le temps à sa manière. La génération est donc prise en étau entre la précision de la chronométrie et l'imprécision de la chronologie. La notion est floue, c'est un fait, mais cela ne retire rien à sa pertinence – au contraire, car cette confusion,

c'est celle du vécu. La génération à laquelle je me réfère est historique. Elle est forgée par l'expérience commune, les événements partagés et, surtout, par un même paradigme, une appréhension du monde, un système de valeurs qui impose une certaine vision. Très concrètement, cette mentalité générationnelle apparaît de façon nette si l'on fait la comparaison entre 1914 et 1939.

À la veille de la Première Guerre mondiale, les Français sont patriotes et même nationalistes, le pacifisme n'est qu'un courant marginal. Ils ont admis l'idée que la guerre avec l'Allemagne est inévitable, ne serait-ce que pour récupérer l'Alsace-Lorraine. La force de cette représentation collective est telle que nul ne se soucie de savoir si les Alsaciens sont opprimés par les Allemands ou se sont intégrés au monde germanique. La France doit récupérer les territoires perdus en 1871, c'est une évidence qui soude toute une génération. Dans les années 1930, les Français sont encore sous le choc du grand carnage dont ils sont sortis miraculeusement vainqueurs. Ils n'ont qu'une idée en tête : « Plus jamais ça ! » À tous les étages de la société, l'éventualité d'un conflit est vécue comme une catastrophe. C'est bien une génération qui acclame Édouard Daladier au retour de Munich en 1938, une génération qui n'a plus rien de commun avec celle de 1914. Je constate le fait, je laisse aux historiens le soin de démêler les mécanismes influençant les représentations particulières des événements, puis rassemblant les contemporains dans ces visions et ces émotions partagées. Je retiens simplement que la génération est bel et bien soudée par une mentalité commune et qu'elle en tire une force. Bonne ou mauvaise, peu importe.

L'idéologie qui soude la génération des boomers n'est pas née d'une révélation ou d'une conversion, elle ne se réclame ni d'Allah, ni de Jésus, pas plus de Marx ou de Mao ; elle ne brandit pas un livre sacré, ni l'Évangile, ni le Coran, ni *Le Capital* ; elle est, nous le verrons, la fille de circonstances historiques très particulières que nous avons vécues dans les années 1960. Mais elle ne va pas disparaître avec la génération qui l'a vue naître, car cette dernière va la transmettre à ses enfants. Les générations qui prennent la relève sont donc « post-boomers ». C'est dire qu'elles portent cette idéologie en héritage, mais y ajoutent les nouveaux éléments venus avec la suite de l'histoire.

Cette identité générationnelle n'est pas sociale, elle recoupe les conditions les plus diverses du haut au bas de la société. Parmi les boomers, certains sont millionnaires, d'autres survivent avec le RSA ou une pension misérable ; certains ont profité des circonstances favorables, beaucoup ont joué de malchance et seront laissés pour compte. Pourtant, il existe bien une idéologie commune qui transcende les oppositions classiques et un cœur de génération qui, à tous les niveaux, a détenu le pouvoir économique, social, culturel, politique. C'est lui qui a tenu le pays au long de ces décennies, c'est lui qui sert ici de référence. L'effet de génération est une vérité sociétale qui, en tant que telle, ne peut être démentie par des cas particuliers qui semblent le contredire.

Dans la France contemporaine, je distinguerai ainsi cinq générations. Celle née dans les années 1920-1930, la mienne, qui a connu la Seconde Guerre mondiale puis la IV^e^ République,

qui porte en elle le souvenir de la défaite de juin 1940, de l'Occupation, de la Libération, de la Reconstruction, de la guerre d'Algérie. Puis viennent les boomers, nés de la grande poussée démographique entre 1945 et 1965, devenus adultes avec 1968, qui ont dirigé le pays de 1980 à 2020 et rejoignent aujourd'hui le cinquième âge. Viennent ensuite les générations du XXIe siècle, X, Y (les millennials) et Z, la génération montante.

Il me semble exister une certaine homogénéité entre ces différents blocs structurés par une même histoire, autour des mêmes intérêts. C'est évident pour les octogénaires qui ont vécu toute l'épopée française : l'humiliation, la renaissance, l'enlisement, le redressement, puis le déclin. C'est évident pour cette intergénération qui a pleinement vécu dans la France gaullienne, sa « grandeur », sa prospérité. Ce l'est tout autant pour les générations qui suivent.

Le phénomène générationnel est observé, analysé, disséqué, mesuré par les démographes. Mais il est avant tout vécu par les contemporains. C'est dans cette expérience humaine que chacun puise son identité, son authenticité historique. Cette exigence première a été superbement illustrée par le plus inattendu des « générationnistes » : Frédéric Beigbeder.

Talentueux et fantasque, Beigbeder mêle la légèreté du mondain et la curiosité de l'écrivain. C'est ainsi que, en romançant sa propre existence, il se trouve emporté dans les flux générationnels :

> J'ai vu trois générations se succéder : les boomers (mes parents), la génération X (la mienne) et les millennials (mes enfants).

> Les boomers ont été libérés, la génération X a été endommagée, les millennials ont été surprotégés.
>
> Les millennials ne comprennent pas la génération X parce qu'ils n'ont pas, comme nous, pris dans la figure la libération de leurs parents.
>
> La génération X s'est beaucoup droguée pour oublier qu'elle était écrasée entre les boomers égoïstes et les millennials vertueux. […]
>
> Ma génération est coincée entre les profiteurs amoraux qui l'ont précédée et les douillets moraux qui lui succèdent[1].

Chacun s'approprie sa génération en plaquant des stéréotypes sur les âges d'avant, d'aujourd'hui et d'après. Mais bien peu ont la lucidité d'un Beigbeder pour se situer dans le carnaval générationnel. Pour ma part, je vais me concentrer sur « les profiteurs amoraux », les boomers, génération favorisée devenue prédatrice.

La faillite d'une génération

Si nous plaçons côte à côte la France de 1970 et celle de 2020, si nous les comparons sur les plans économique, financier, politique, social, diplomatique, culturel, etc., si, surtout, nous mettons face à face l'avenir promis à l'une et à l'autre, alors on doit supposer que notre pays a traversé des épreuves épouvantables qui ont brisé son énergie, ruiné son potentiel, et dont il n'a jamais pu se

1. Frédéric Beigbeder, *Un barrage contre l'Atlantique*, Grasset, 2022

remettre. Comment imaginer qu'il ne s'est rien produit de tel, bien au contraire ?

Pour ma part, je ne crois pas que le passage d'une France conquérante à une France démissionnaire qui intervient dans les années 1970-1980 était une fatalité. Il n'était pas non plus le fait de telle ou telle volonté partisane. Il correspond bien davantage à une absence de volonté. Face à la perte de l'autorité politique, la conjoncture a pris les commandes. Elle n'a néanmoins pas été reconnue, car elle ne s'affirmait pas à travers des événements exceptionnels, elle nous dominait par l'absence de tels événements. Le renoncement que distillait cette ensorcelante parenthèse a démobilisé les Français et fait passer la France de son épisode progressif à son épisode régressif.

En revenant sur ce tournant, nous verrons qu'il en va de cette régression comme de la défaite de juin 1940 : c'est toute une société, c'est-à-dire la génération aux commandes, qui a failli. Pourquoi et comment avons-nous basculé, de nous-mêmes, d'une France à une autre ?

Le mal vient de loin et n'apparaît jamais mieux que dans la confrontation entre jeunes et vieux, autant dire spoliés et spoliateurs. Dès 2006, je pouvais dénoncer « cette exclusion de la jeunesse devenue la variable d'ajustement, le sous-prolétariat de la génération en place[1] ». Pour fustiger cette « génération prédatrice », je ne m'étais pas livré à de savantes recherches, qui ne sont pas de ma compétence, j'avais simplement dit ce qu'on ne devait pas dire. Depuis lors, cette vérité a été portée sur la place publique.

1. François de Closets, *Plus encore !*, Fayard/Plon, 2006

Que l'histoire ait favorisé cette génération, c'est une telle évidence qu'elle en devient aveuglante, donc impossible à regarder. D'autant que ce serait remettre en cause ce droit imprescriptible d'être victime et malheureux, un droit qui vaut pour les individus, pour les catégories et, pourquoi pas ? pour les générations. Les boomers n'eurent pas à survivre dans des conditions infernales, ils eurent à vivre et rien de plus. Mais quand il n'y a plus de défi à relever, la tentation est grande de se coucher et, par exemple, de se déclarer retraité.

Le seul changement que l'on puisse évoquer, c'est bien le remplacement d'une génération par la suivante, mais il faut pour cela admettre que la génération n'est pas seulement une réalité statistique, qu'elle existe en tant que groupe humain développant sa propre idéologie et défendant ses propres intérêts. De ce point de vue, le passage de la génération de l'avant-guerre à celle de l'après-guerre représente une transition particulièrement brutale. Ceux qui eurent le pouvoir entre 1945 et 1975 portaient encore en eux le souvenir de la guerre, de l'Occupation et de la Reconstruction, tandis que ceux qui s'étaient défoulés en 1968 avant de se précipiter sur les places comme les pillards sur les palais impériaux n'avaient connu ni la guerre, ni le chômage, ni la misère. Leurs parents étaient passés de la pauvreté au confort moderne, et la grande remise en cause de Mai 68 fut celle de la consommation. Il est de plus grandes souffrances. Nous reviendrons sur ces événements, retenons simplement le fait : un basculement sans cause de la croissance au déclin.

Mai 68 : l'avènement de l'individu-roi

Le passage d'une génération à l'autre peut être marqué par un choc, une rupture. Ce fut évidemment le cas avec Mai 68. Deux idéologies se sont télescopées dans ces journées tumultueuses. D'une part, une remise en cause de la société productiviste qui identifie le progrès à la seule augmentation de la consommation. Contestation bienvenue, mais qui aura peu de conséquences dans l'immédiat. D'autre part, une explosion d'individualisme libertaire qui va porter un coup fatal au général de Gaulle : « Dix ans ça suffit ! » Le slogan prendra tout son sens avec le référendum du 27 avril 1969. Les historiens ont du mal à expliquer le rejet de ce texte qui instaurait la régionalisation et modernisait le Sénat. Il était, certes, mal ficelé, mais les Français étaient favorables à la décentralisation et n'éprouvaient pas un attachement indéfectible pour la Chambre haute. Le chef de l'État avait cru forcer le résultat en transformant le référendum en plébiscite : « Pour ou contre de Gaulle. » Or le grand vent de la liberté soixante-huitarde avait ébranlé la statue du commandeur. Dès lors que la République avait retrouvé de solides assises, les Français n'étaient pas fâchés de rejeter la pesante discipline gaullienne. De changer d'époque. Une nouvelle génération allait exercer le pouvoir, qui reporterait sur son confort l'attention que de Gaulle portait à la France et à sa « grandeur ».

Mai 68 est bel et bien l'événement générateur, pour ne pas dire générationnel. Les boomers y ont rejoué la prise de la Bastille pour leur propre compte.

Ils vont prendre le contrôle du pays en effaçant les grandes valeurs de nation, de bien commun, de discipline collective, d'indépendance nationale. L'individu-roi remplace le Français. Sa liberté, ses droits, ses émotions, son instantanéité trouvent leur expression dans la nouvelle force du marché libéral qui submerge peu à peu la société. C'est bien une nouvelle génération qui s'impose et qui va entraîner le pays dans un irrésistible déclin. Une génération totalement libérale par sa revendication d'un individualisme sans limites, mais totalement socialiste par son exigence clientélaire d'un État omniprotecteur.

La République individualiste du XX^e^ siècle n'a fait que croître et embellir dans la France numérique du XXI^e^ siècle. Il me semble donc raisonnable de recomposer ainsi la population française, mais ce rassemblement en générations autorise-t-il à passer d'une structuration à une incrimination ? Les catégories ainsi découpées dans la continuité démographique sont-elles plus significatives qu'un classement par ordre alphabétique ? Peuvent-elles intervenir dans l'analyse politique aux côtés des partis, des CSP, des corporations, pour ne plus parler des classes sociales ?

L'hypocrisie du bouc émissaire

La réponse est importante, car l'opinion est toujours à la recherche de responsabilités qui lui permettent de s'exonérer de la sienne. Ce serait trop de malheur d'avoir supporté le chômage, le Covid-19, le confinement et le reste sans pouvoir déverser sa colère sur le moindre coupable. Les

Français exigent un système explicatif qui les mette hors jeu, dans la position qu'ils préfèrent : celle de victime. La conviction est si bien ancrée qu'aucun homme politique n'oserait retourner à l'envoyeur nos cahiers de doléances en rappelant que c'est à nous seuls qu'il faut s'en prendre. Ce serait pourtant le message optimiste à faire entendre. Car, si nous sommes la cause de nos maux, alors nous pouvons aussi en devenir le remède. Mais, pour le moment, les Français préfèrent penser que les coupables de cette interminable régression du pays se trouvent en dehors de l'Hexagone.

Cette volonté de désigner un bouc émissaire est d'autant plus marquée que nous sommes sur un terrain structuré par l'idéologie. Ici, les idées sont en lutte pour le pouvoir. La lecture des faits n'est donc jamais neutre, elle doit être favorable à un camp, accablante pour le camp opposé.

Longtemps, la recherche d'un coupable idéal s'est coulée dans l'opposition droite-gauche. Il n'était besoin ni d'enquête ni de démonstration pour aboutir à la conclusion. Les gens de droite imputaient nos malheurs aux gens de gauche et inversement. Dès lors que chacun avait son coupable, il importait peu que ce ne soit pas le même, il n'était pas besoin que ce soit le bon. La preuve était faite qu'il suffirait de changer de majorité pour remédier à nos difficultés.

Or les événements sont si proches que ces jugements déterminent encore les choix actuels. Comment évoquer la victoire de la gauche en mai 1981 sans y voir un grand mouvement libérateur ou, au contraire, un comble de démagogie ? Comment prendre acte des déficits accumulés

par la France sans les saluer dans une logique hyperkeynésienne ou, *a contrario*, les dénoncer par référence à l'équilibre budgétaire ?

Si longtemps que l'on s'en tient aux analyses partisanes, que l'on tente de distribuer les bons et les mauvais points, il est impossible de remonter aux causes et, surtout, de trouver les voies de la résilience. Or, pour l'observateur politique, la tentation est grande de refaire le match. De discuter telle décision, de revenir sur tel engagement, bref d'en rester à tel ou tel épisode afin de donner le point à l'un ou l'autre camp.

C'est alors que les Français se lassent de devoir, comme à Guignol, huer le vaincu du jour qui sera le vainqueur du lendemain. Il leur faut un bouc émissaire qui puisse faire meilleur usage. Ce sera « le système », « la classe politique » ou « l'élite ». Le jeu de massacre conduit tout naturellement à l'anti-élitisme. Plus la peine de rechercher la responsabilité des uns ou des autres : « tous coupables ».

L'élite se coule fort bien dans ce rôle de bouc émissaire. Le temps d'un rassemblement ou d'une manifestation, elle fait jaillir à jets continus l'énergie protestataire. Le bonheur de pouvoir lancer des imprécations contre le responsable de nos malheurs ! L'élite a bon dos, c'est vrai, mais pas les épaules assez larges pour porter le poids de tous nos échecs.

Lui infliger cette totale culpabilité et, du même coup, s'octroyer une totale absolution revient à considérer la France comme un pays occupé dans lequel une caste dominatrice décide de tout et impose sa volonté souveraine au peuple soumis.

DU MÊME AUTEUR *(Suite)*

Toujours plus !, Grasset, 1982 ; Le Livre de Poche, 1984.

Le Système E.P.M., Grasset, 1980.

Scénarios du futur. Le monde de l'an 2000, Denoël, 1979.

Scénarios du futur. Histoire de l'an 2000, Denoël, 1978.

La France et ses mensonges, Denoël, 1977 ; coll. « Médiations », 1978.

Le Bonheur en plus, Denoël, 1973 ; coll. « Médiations », 1975.

En danger de progrès, Denoël, 1970 ; coll. « Médiations », 1975.

La Lune est à vendre, Denoël, 1969.

L'Espace. Terre des hommes, Tchou, 1969.

14000

Composition
FACOMPO

Achevé d'imprimer en Italie
par GRAFICA VENETA
le 10 décembre 2023

Dépôt légal : janvier 2024
EAN 9782290392706
OTP L21EPLN003536-599651

ÉDITIONS J'AI LU
82, rue Saint-Lazare, 75009 Paris

Diffusion France et étranger : Flammarion